



RAPPORT D'ACTIVITÉ

2013



ÉDITORIAL



130 000
familles
concernées

*IL EST TOUJOURS
URGENT D'AGIR !*

De nouvelles actions initiées en 2013 :

- A Madagascar, sur financement de l'Union Européenne, Fert a démarré un nouveau programme visant une amélioration durable de la production agricole et de la nutrition des populations vulnérables dans quatre régions du centre et du sud de l'île. Mis en œuvre en partenariat avec Fifata sur la période 2013-2015, il s'inscrit dans la continuité d'actions initiées depuis 2004, qui ont notamment permis l'émergence d'une structure de conseil agricole (Cap Malagasy) en 2012.
- Au Maroc, Fert a répondu favorablement à une demande d'appui de trois petites coopératives du Moyen Atlas. Une première phase concerne la période 2013-2014.
- En Afrique du Nord, sur proposition du Fonds international de développement agricole (Fida), Fert a décidé de contribuer au volet opérationnel du programme d'appui aux organisations paysannes africaines (Paopa) dans cinq pays (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Soudan) sur la période 2013-2017.

D'importants progrès ont été réalisés dans la lutte contre la faim ces dernières années avec pour conséquence une baisse importante de la proportion de personnes malnutries dans le monde. Mais un milliard de personnes, soit un habitant sur sept, souffrent toujours de la faim ; parmi elles, 80% sont des ruraux. Les causes de cette situation sont connues. Il s'agit d'abord des crises ; les conflits ou les catastrophes naturelles, comme au Mali ou à Madagascar en 2013, réduisent les disponibilités alimentaires par destruction des récoltes, des stocks, des infrastructures, ou encore à cause de l'insécurité. Il y a aussi la pauvreté ; faute de revenus suffisants, les plus pauvres n'ont pas accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisantes. Et enfin les mauvaises conditions de récolte, de stockage, de transport, de transformation, de commercialisation et de consommation, sont à l'origine d'une perte de plus de 30% de la nourriture produite dans les pays en développement.

Il est donc toujours urgent d'agir !

AgriCord - réseau d'agri-agences dont Fert est l'un des membres fondateurs, s'est structuré autour du programme « Paysans contre la pauvreté ». Il démontre, par le soutien à plus de 200 Organisations de Producteurs dans plus de 60 pays en développement, que ces OP jouent un rôle essentiel ; d'une part dans le développement des économies agricoles et la lutte contre la pauvreté par l'amélioration du revenu des producteurs, et d'autre part dans la négociation de politiques agricoles contribuant à créer un environnement favorable pour ces agriculteurs.

C'est avec cette conviction, aujourd'hui éprouvée par des résultats tangibles, que Fert a initié son soutien aux agriculteurs de pays en développement. Avec le recul de 30 ans et en tenant compte de l'évolution du contexte, il nous a semblé utile d'engager en 2013 une réflexion pour valider notre démarche et faire évoluer, dans la continuité, notre stratégie opérationnelle. Ce travail a permis de confirmer l'intuition initiale des fondateurs quant à la mission de Fert : un appui des organisations agricoles françaises (et européennes) à des organisations de producteurs de pays en développement, ciblé sur leurs problématiques et leurs demandes réelles, afin de les aider à être les acteurs de leur propre développement.

Vous retrouverez dans ce rapport d'activité une synthèse de cette stratégie. Et vous découvrirez une photographie des principales actions menées par notre association au cours de l'année 2013.

Vous êtes très nombreux à nous faire confiance et à soutenir notre action. Pour tous les agriculteurs que nous accompagnons, je vous en remercie vivement !

Henri de Benoist

SOMMAIRE

2

EDITORIAL DU PRÉSIDENT

4

MÉTHODE D'ACTION

5

ÉLÉMENTS FINANCIERS

6

PANORAMA GÉNÉRAL

8

MÉDITERRANÉE / AFRIQUE DU NORD

18

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

26

FRANCE

29

MADAGASCAR

48

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

52

BRÉSIL

53

ACTIONS TRANSVERSALES

DÉMARCHE

C'est en combinant un ensemble de facteurs de production qu'un agriculteur peut développer son exploitation, accroître sa production et donc améliorer son revenu et les conditions de vie de sa famille. **C'est dans ce sens que Fert accompagne depuis plus de 30 ans la création et le développement d'organisations de producteurs** où chacune des fonctions (accès au crédit, à la formation, aux intrants, conseil agricole, sécurisation foncière, transformation et commercialisation des produits agricoles ...) est prise en charge par les agriculteurs eux-mêmes dans le cadre d'organisations spécifiques : centres de formation, coopératives, fédérations d'OP, institutions de microfinance ...

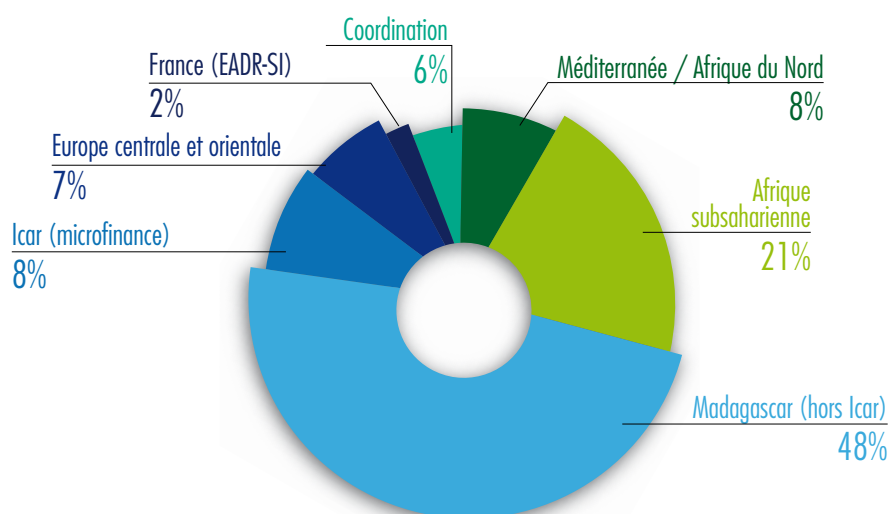
MÉTHODE D'ACTION



Des organisations agricoles pour apporter de manière durable des services de qualité adaptés aux besoins des paysans.

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Emplois 2013

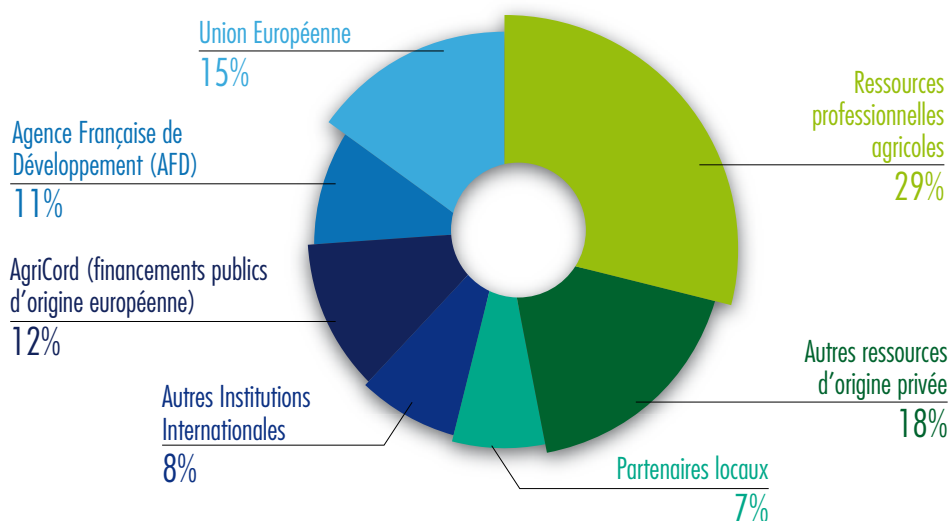


Le budget global mobilisé en 2013 est de 4,8 millions d'euros, pour 22 projets conduits dans 12 pays et des missions dans 5 autres pays.

Il s'agit du budget total consolidé intégrant également les ressources financières ne transitant pas par les comptes de Fert mais ayant contribué au financement des actions mises en œuvre par Fert en 2013.

Les ressources financières pour l'année 2013 sont pour 46 % d'origine publique et pour 54 % d'origine privée.

Ressources 2013



PANORAMA

Europe centrale et orientale

Albanie
Biélorussie
Géorgie

France (EADR-SI)

Méditerranée

Algérie
Maroc
Tunisie
Liban
Egypte (mission)
Soudan (mission)

Afrique subsaharienne

Burkina Faso
Mali
Tanzanie
Côte d'Ivoire (mission)
Kenya (mission)


Brésil

Etat du Paraná
(mission)

Madagascar

Les partenaires
de Fert en 2013 :
3 OP nationales - **40** OP/
IMF régionales, **1 667** OP/IMF
locales, et plus de **50** autres
organisations (ONG, lycées
agricoles ...)

Des actions
poursuivies dans
12 pays et des missions
réalisées dans **5** autres pays :
Brésil, Côte d'Ivoire, Kenya,
Egypte et Soudan.



Pays	Partenaires	ONG, autres	OP/IMF de niveau			Membres des OP	Autres bénéficiaires
			national	régional	local		
Brésil	Unileite			1		230	3 000
Burkina Faso	«Union de producteurs de niébé (Sanmatenga)»			3	117	3 000	
	Fugcom (Bam)			1	4	140	
Mali	AOPP Sikasso			1		160	1 920
Tanzanie	Usawa			1	34	18 700	
	Groupement locaux				47	1 500	
Algérie	Atupam				1	65	150
Maroc	Coopérative Moyen Atlas				4	300	680
	Groupements locaux Rif				3	180	370
	Apad					45	150
Tunisie	Groupes Tahent et Krib				3	25	100
Madagascar	Fifata & 8 OP régionales		1	11	860	16 100	
	Ceffel		1				1 200
	Rova			1	12	180	350
	Cap Malagasy	1			320	3 900	15 700
	FRDA	3		19	192	6 700	21 100
	Collèges agricoles	4					620
	Mutuelle du Mandrare (Fivoy)			1	34	16 000	
	Tiavo			1			
	Ifra	1					
Albanie	Adad		1		17	380	4 250
	Commune Voskopoje	1			15	300	2 000
Biélorussie	RDC Stolin	1				50	1 000
	IFRD	1					
Géorgie	Groupements locaux	1			4	75	400
France	Lycées agricoles (élèves)	38					6 500
Total		51	3	40	1 667	68 030	59 490

MÉDITERRANÉE AFRIQUE DU NORD

MÉDITERRANÉE

RCM - RÉSEAU INNOVATION AGRO-SYSTÈMES MÉDITERRANÉEN

Partenaires en 2013 : *Agracon (Association aragonaise pour l'agriculture de conservation, Espagne), Atupam (Association Trait d'Union pour une agriculture moderne, Algérie), AOC Sols (Association Occitane de Conservation des Sols, France), Apad (Association pour une agriculture durable, Tunisie), Coopératives de base (Chaouïa et Moyen Atlas au Maroc, Tahent en Tunisie), GAB (Groupement des agriculteurs de la Bekaa, Liban), et diverses institutions : ITGC (Institut Technique des Grandes Cultures), Université de Sétif et Inraa (Algérie), INGC (Institut national des grandes cultures, Tunisie), ENA, IAV (Institut agronomique et vétérinaire Hassan II) et Inra (Maroc), Iniav (Instituto nacional de investigação agrícola e veterinária, Portugal), Inra et Arvalis (France), Université d'Evora (Portugal), Université de Damas (Syrie), Acsad (Centre arabe pour l'étude des zones sèches et des terres arides), Icarda (International center for agricultural research in the dry areas), Ciheam (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes)*

Situation géographique :
Algérie, Espagne, France, Liban, Maroc, Portugal, Tunisie



Rencontre en France entre agriculteurs engagés dans le semis direct sous couvert végétal avec Lucien Séguy, ex-chercheur du Cirad, et plusieurs techniciens et cadres de l'Institut technique Arvalis Institut du Végétal.



Vers une capitalisation des actions du RCM

Le projet de capitalisation de l'expérience du RCM est né dans un contexte de transformation du réseau et de changement de posture de Fert et des autres acteurs du RCM. Le processus de capitalisation vise à analyser la dynamique du réseau au cours du temps afin de valoriser les acquis et tirer des enseignements qui favoriseront la mise en route d'une nouvelle dynamique d'acteurs. Cette action sera engagée en 2014 avec l'appui méthodologique et financier du F3E.



Concrétiser les nouvelles orientations du réseau

Suite aux orientations décidées par l'ensemble des acteurs du RCM en 2012, la première étape consistait à mettre en place un nouveau mode de fonctionnement collectif, autour de points focaux dans chaque pays, en vue d'une plus forte implication de ces acteurs et d'un retrait progressif de Fert dans l'animation et le soutien direct au réseau.

Fin 2013, Fert a été associée à une réflexion portant sur la mise en place d'un programme de recherche appliquée axé sur l'adaptation variétale des céréales et plus largement sur la conduite des cultures dans les systèmes de production méditerranéens soumis au changement climatique. Un dispositif expérimental allant dans ce sens a été initié par Arvalis dans le sud-est de la France et par l'Inia au Portugal; il pourrait être étendu aux pays du Maghreb dans le cadre du RCM.

MÉDITERRANÉE

ARBOMED - RÉSEAU MÉDITERRANÉEN D'ARBORICULTEURS

Principaux partenaires en 2013 : Areflh (Association des régions européennes fruitières, légumières et horticoles), ACMG (Association climatologique de la Moyenne-Garonne et du sud-ouest, France), Ager (Tunisie), Agrotech (Association agrotechnologies du Souss Massa Drâa, Maroc), Association irrigants Catalogne & Aragon (Espagne), Apam (Association professionnelle des arboriculteurs de la Mitidja, Algérie), Ceimi (Club des entrepreneurs & industriels, Algérie), CSO (Centro servizi ortofrutticoli, Italie), Fedam (Fédération pour le développement de l'arboriculture au Maroc), Gifruits (Groupement Interprofessionnel des fruits, Tunisie), Inat (Institut national d'agronomie de Tunisie), Adad (Association de développement agricole, Albanie)

Situation géographique :
Albanie, Algérie, Espagne, Italie, France, Maroc et Tunisie



Fert et l'association des régions européennes fruitières, légumières et horticoles (Areflh) ont proposé à différents groupements de producteurs et instituts de recherche du bassin méditerranéen la mise en place d'un réseau de recherche-action centré sur l'arboriculture fruitière. L'objectif est de partager les acquis de la recherche, de valoriser les savoir-faire, expériences et données disponibles sur les plans technique et commercial, de s'accorder sur des orientations stratégiques pour l'arboriculture méditerranéenne, et de soutenir le mouvement d'organisation des producteurs dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée.

En 2013 plusieurs missions dans les différents pays ont permis de vérifier auprès des acteurs concernés l'intérêt d'un tel réseau et d'identifier le thème du pilotage de l'irrigation à la parcelle comme le plus pertinent pour initier des expérimentations.

Agriculture familiale, professionnelle
et compétitive



AFRIQUE DU NORD

PROGRAMME PAOPA

Partenaires en 2013 : Fida, Union Européenne, AFD, Coopération suisse, Umagri (Union maghrébine nord-africaine de l'agriculture)

Période : 2013 - 2017

Situation géographique :
Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Soudan



Des visites de terrain (parcelles d'essais, profils de sols) ont notamment eu lieu en collaboration avec l'ENA dans la zone de Khenifra et de Meknes au Maroc.



Le Paopa (programme d'appui aux organisations paysannes africaines) a débuté officiellement en mars 2013 à Addis Abeba. Cette rencontre a rassemblé les cinq plateformes régionales africaines – EAFF (East african farmers federation), Propac (Plateforme sous régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale), Roppa (Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'ouest), Sacau (Southern african confederation of agricultural unions), Umagri - ainsi que la plateforme panafricaine des réseaux d'organisations paysannes (Pafo).



En Afrique du Nord, ce programme vise à apporter un soutien aux organisations de producteurs et à relancer l'Union maghrébine de l'agriculture (Umagri) afin de constituer une plateforme professionnelle régionale à l'instar de celles qui existent déjà en Afrique sub-saharienne. Le programme Afrique du Nord comporte deux volets distincts :

- Volet A : destiné à Umagri, et à ses OP membres (syndicats agricoles historiques de chaque pays). Il vise à refonder l'Umagri qui couvrait jusqu'ici les cinq pays d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie, Lybie) et qui s'est étendue en 2013 à l'Egypte et au Soudan.
- Volet B : il consiste à mettre en œuvre dans cinq pays (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Soudan) des projets pilotes auprès d'OP locales, en relation avec des OP nationales quand elles existent. Ces projets seront axés sur la valorisation des productions des paysans grâce au renforcement des capacités de leurs organisations locales et à la mise en marché de leurs produits. Cette dynamique devra par ailleurs alimenter la réflexion de l'Umagri dans le but d'améliorer la prise en compte des problèmes rencontrés par les petites exploitations agricoles.

Une première phase d'identification des projets (filères, OP, zones géographiques, partenaires locaux et nationaux) a donné lieu pour Fert, en 2013, à des missions de pré-identification dans chacun des cinq pays d'Afrique du Nord concernés.

MAROC ET MALI

AGRICULTURE DE CONSERVATION

Partenaires en 2013 : AFD

En France : Afdi Touraine, Irstea, AFD

Au Maroc : ENA de Meknès, IAV Hassan II de Rabat, Ated Chefchaouen (Association Talassemmane pour l'environnement et le développement), DPA (Direction provinciale de l'agriculture) de Chefchaouen et de Khenifra

Au Mali : AOPP (Association des organisations professionnelles paysannes) de Sikasso, CEMK (Coopérative des exploitations mécanisées de Koutiala), IER (Institut d'économie rurale)

Période : 2010 - 2013

Situation géographique :

Au Maroc : régions de Khénifra et Chefchaouen

Au Mali : régions de Sikasso et Koutiala



Mise au point d'un matériel adapté aux conditions agro-climatiques et socio-économiques locales.

MAROC :

480 membres au sein des
OP partenaires,
1 000 bénéficiaires

MALI :

160 membres au sein des
OP partenaires,
1 900 bénéficiaires

Une forte implication des organisations de producteurs

Au Maroc ou au Mali, la plupart des projets de recherche et développement sur l'agriculture de conservation (AC), basés sur le semis direct ou le semis sous couvert végétal (SD/SCD), ont été menés soit en station de recherche soit chez quelques agriculteurs pionniers. Ici ce sont les groupes de paysans, qui ont été les moteurs du programme, les bénéficiaires des actions et les vecteurs de diffusion des acquis.

Evaluation et capitalisation des acquis

Dernière année d'une première phase de 4 ans, l'année 2013 a été en grande partie consacrée à la réalisation d'une évaluation confiée au cabinet malien Irapad et à des travaux de capitalisation (posters, plaquettes, film).

ENJEUX DE L'AGRICULTURE DE CONSERVATION EN ZONES DE MONTAGNES AU MAROC

Enjeux Environnementaux



Le sol : un capital vital pour les générations futures, mais qui se dégrade.

- Erosion accélérée et dégradation irréversible de la couverture végétale.
- Contamination chimique et épuisement des sols.
- Perte de biodiversité des sols.

Eau : une ressource rare, parfois en excès, souvent mal gérée.

- Réduction drastique des apports en eau pour les cultures.
- Contamination des eaux souterraines et de surface.
- Réduction de la capacité d'absorption de l'eau par les sols.
- Perte de la capacité de régulation des crues.

La biodiversité : la variété des espèces végétales et animales.

- Réduction drastique de la diversité des espèces végétales et animales.
- Perte de la capacité de régulation des crues.
- Perte de la capacité de régulation des crues.

Enjeux Agro-économiques



Le producteur ne bénéficie pas de la valeur ajoutée de son produit.

- Perte de la capacité de régulation des crues.
- Perte de la capacité de régulation des crues.
- Perte de la capacité de régulation des crues.

L'efficacité et le rendement sont en baisse.

- Perte de la capacité de régulation des crues.
- Perte de la capacité de régulation des crues.
- Perte de la capacité de régulation des crues.

Enjeux Sociaux et Institutionnels



- Manque de formation et de conseil agricole.
- Manque de matériel agricole.
- Manque de services vétérinaires.
- Manque de services de transport.
- Manque de services de stockage.
- Manque de services de distribution.



Le partenariat des pays et des acteurs locaux est essentiel pour la réussite de l'agriculture de conservation.



Les paysans sont convaincus de l'intérêt d'abandonner le labour et d'adopter une approche basée sur l'agriculture de conservation pour préserver leurs sols.

Au Maroc, en 2013, certaines parcelles en semis direct précoce ont donné des rendements moyens de 40 qtx/ha, soit près de trois fois supérieurs aux rendements des cultures en conventionnel tardif (15 qtx/ha).



SOUTIEN AUX COOPÉRATIVES DE BASE DU MOYEN ATLAS

Partenaires en 2013 : *coopérative Lambarkiyine, coopérative agricole pour le développement de Bouhssoussen*

Période : 2013 - 2014

Situation géographique :
Moyen-Atlas

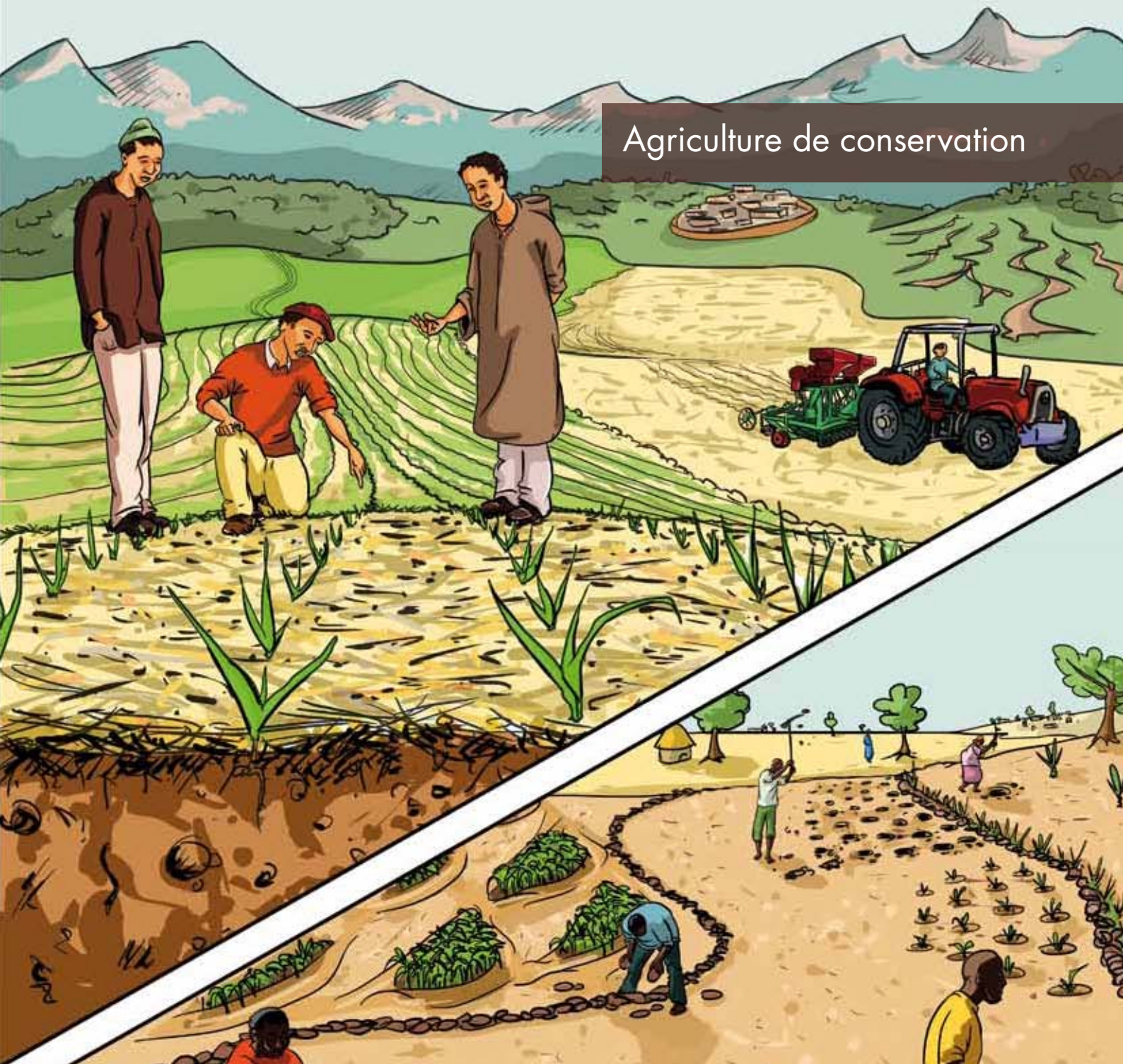


Les principales préoccupations des paysans sont l'amélioration de la production, la commercialisation des céréales et des légumineuses, et le développement de l'élevage bovin.

Les actions menées par Fert depuis plus de 10 ans sur la commune rurale de Bouhssoussen (province de Khenifra), ont abouti à la création en 2009 de la Coopérative agricole pour le développement de Bouhssoussen avec environ 200 paysans concernés. Dans son sillon, une ancienne coopérative pastorale - la Coopérative Lambarkiyine avec près de 120 paysans concernés - et un groupe d'une quinzaine de femmes, situés dans un village voisin de Sidi Mbarek, ont décidé de démarrer des activités axées sur l'élevage caprin extensif.

Un accompagnement de Fert pour la structuration coopérative

Un programme de travail sur deux ans a été établi courant 2013 avec les responsables et les membres de chaque coopérative, demandeurs d'un accompagnement. Les premières actions ont consisté à finaliser le dossier de création de la coopérative féminine, construire une chèvrerie, finaliser le projet d'engraissement de jeunes bovins pour la coopérative de Bouhssoussen, démarrer des formations sur la thématique coopérative pour les trois groupements.



Agriculture de conservation

This illustration depicts a conservation agriculture scene in a mountainous region. In the foreground, three men are examining a field of young green plants. One man is kneeling, while two others stand. In the background, a red tractor with a green implement is working in a field. The landscape features rolling green hills and distant mountains under a blue sky.



Agroécologie

This illustration shows an agroecology scene in a dry, hilly landscape. In the foreground, a man in a red shirt is using a green tool to plant seedlings in a field. A grey donkey is harnessed to a red plow, being led by a man in a yellow shirt. In the background, other people are working in the field, and there are small trees and a simple house on a hill.

BURKINA FASO

SOUTIEN À LA PRODUCTION AGRICOLE ET À L'ORGANISATION DES PRODUCTEURS DE NIÉBÉ DANS LE SANMATENGA

Partenaires en 2013 : Unions des producteurs de niébé de Pissila, Dablo et Pensa, Ntec (Association Niébé Territoire et Culture), Unifa (Union des Industries de la Fertilisation), DPASA/DRASA (Directions provinciales/régionales de l'agriculture), Inera (Institut national de l'environnement et de recherches agricole), CFSI/Fondation L'Occitane, Accir (Association champenoise de coopération interrégionale), AgriCord (programme FFP-Africa/UE-Fida)

Période : 2011 - 2015

Situation géographique :
province du Sanmatenga



3 unions
départementales
fédérant **117** groupements,
soit **3 000** producteurs
de niébé

Une bonne campagne 2013 pour des producteurs mieux formés

Le dispositif d'appui aux producteurs des trois unions départementales a été renforcé grâce à la formation et l'accompagnement de 144 producteurs choisis pour être les vecteurs des améliorations techniques au sein de leurs groupements : restitution des formations reçues, appui technique aux producteurs, diffusion d'informations ...



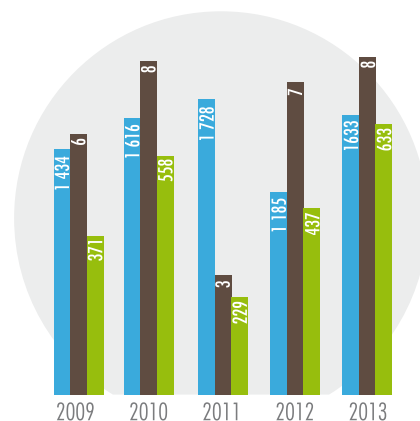
80 producteurs
ont bénéficié de
formations sur les techniques
de Conservation des Eaux
et des Sols (CES)



Formation des producteurs aux techniques de conservation des sols.

Un accompagnement spécifique pour la conservation des eaux et des sols

En 2013, Fert a contribué à la diffusion des techniques de zaï et demi-lune qui impliquent l'utilisation de fumure organique et la mise en place de cordons pierreux en amont des parcelles : techniques qui visent à restaurer les sols dégradés.



- Nombre de producteurs de niébé pur
- Rendement moyen niébé pur (q/ha)
- Quantité totale de niébé pur produit (T)

BURKINA FASO

SOUTIEN À LA FUGCOM POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION MARAÎCHÈRE DANS LA PROVINCE DU BAM

Partenaires en 2013 : *Fugcom (Fédération d'unions de groupements et de coopératives maraîchères), DPASA/DRASA (Directions provinciales/régionales de l'agriculture), Fida/Profil (projet d'appui aux filières agricoles), Inter réseaux Développement rural*

Période : 2012 - 2014

Situation géographique :
province du Bam



400

producteurs bénéficiaires
de formations et/ou visites
commentées de parcelles
de démonstration

140

producteurs
accompagnés

Fert accompagne la Fédération d'unions de groupements et de coopératives maraîchères (Fugcom) dans la province du Bam depuis 2012.

Les cultures se font au sein de périmètres aménagés d'environ 900 ha.

Une première année pour consolider le partenariat

Après une première phase pilote de soutien initiée fin 2012, le partenariat s'est concrétisé entre Fert et la Fugcom en 2013. Cette année a été marquée par la sélection de quatre groupements pilotes (environ 140 producteurs) dans les quatre communes d'intervention de la Fugcom.

Un technicien animateur a été recruté et mis à disposition de la Fugcom pour la formation et l'accompagnement des producteurs. Fert a également accompagné la fédération dans sa réflexion stratégique, l'identification des besoins et la définition des services à mettre en place. Un appui à l'organisation de deux Assemblées générales a permis d'identifier les faiblesses en matière de gouvernance et de préciser le rôle et les responsabilités des unions et coopératives membres ainsi que des commissions en place.

Outre les dimensions techniques et organisationnelles, Fert accompagne la Fugcom dans sa réflexion sur la commercialisation des produits maraîchers au niveau local et sous régional.

TANZANIE

Élevage
Formations techniques
Production de café
Visites d'échanges
Culture de pommes de terre
Parcelles de démonstration
Maraîchage

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LES RÉGIONS ARUSHA ET KILIMANDJARO

Partenaires en 2013 :

Taha (Tanzanian horticultural association), FFD (coopération finlandaise)

Période :

2013 - 2015

Situation géographique :

régions Arusha et Kilimandjaro

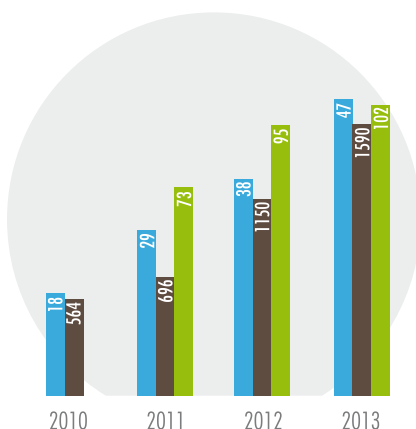


47
groupements, soit plus
de **1500** producteurs
accompagnés
en 2013

Fert a engagé, depuis 2009, une action de développement agricole dans les régions Arusha et Kilimandjaro.

En 2013, Fert a initié une nouvelle dynamique intra et inter-groupements, pour amorcer un réel partage des problèmes auxquels sont confrontés les producteurs et l'identification, par eux-mêmes, de solutions adaptées. L'action s'est ainsi structurée autour de :

- l'identification des problématiques et l'animation de réflexions internes aux 47 groupements ;
- l'accompagnement de ces réflexions à une échelle plus large (zones regroupant 10 groupements en moyenne) au travers de groupes de travail en inter-groupements ;
- le renforcement de l'équipe technique, avec notamment le recrutement d'une personne en charge des questions transversales dans une approche « filières », complémentaire de l'accompagnement de proximité effectué par les animateurs ; ce travail a été complété par une étude approfondie des filières légumières dans le cadre d'un volontariat de service civique.



- Nombre de groupements accompagnés
- Nombre de paysans (familles) membres
- Nombre de « paysans relais »

TANZANIE

ACCOMPAGNEMENT DE L'INSTITUTION FINANCIÈRE USAWA

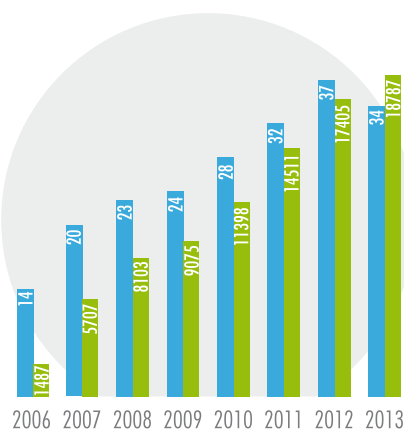
Partenaires en 2013 : Usawa, Triodos Facet, MDF (Micro Entrepreneurs Development Foundation), Fondation Poweo, Iram, Sidi (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), AgriCord (coopération belge et programme FFP-Africa/UE-Fida)

Période : 2012 - 2015

Situation géographique : régions Kilimandjaro et Arusha



Impact d'Usawa dans les régions Arusha et Kilimandjaro



- Nombre de sociétaires (familles)
- Nombre de Saccos (caisses locales)

Depuis 2001, Fert intervient en Tanzanie pour le développement des services financiers en zones rurales dans les régions Arusha et Kilimandjaro, au nord du pays. Elle y a facilité la création d'Usawa, un réseau de coopératives d'épargne et de crédits (Saccos) qui offrent des services financiers adaptés à l'activité agricole. Fert accompagne Usawa dans son développement et sa structuration depuis sa création en 2006.



Usawa assure la formation des employés et élus des Saccos membres. Elle assure par ailleurs des fonctions de contrôle, de gestion et d'inspection comptable des Saccos et gère un fonds de crédit destiné à les refinancer.

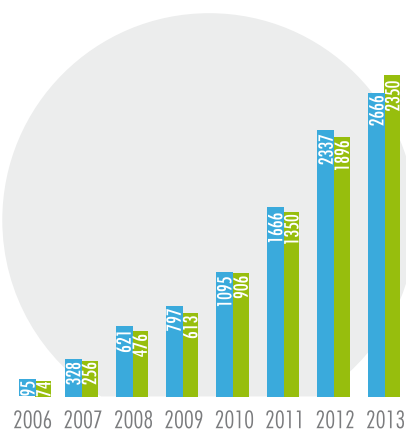
Fert assure un accompagnement technique et, jusqu'à présent, la direction d'Usawa. La décision de recruter un directeur adjoint, futur directeur d'Usawa, a été validée par le Conseil d'Administration d'Usawa, et engagée en 2013.

Électrification et informatisation
Formation au leadership
Analyse de la viabilité des projets
Formation à la gestion financière

Fin 2013,
Usawa fédère
34 Saccos qui offrent
des services financiers
à plus de **18 000**
sociétaires.



Actifs financiers



- En cours de crédit (eq. K€)
- Parts sociales + Epargne (eq. K€)

Réforme de la gouvernance : vers plus de mutualisme

La croissance relativement rapide du réseau a engendré un ensemble de crises. Pour y faire face, Fert et Usawa ont décidé conjointement de confier à l'Iram la réalisation d'un audit externe portant sur l'organisation du réseau et son activité, la gestion interne, le partenariat Fert/Usawa.

Outre le besoin de renforcement des procédures internes, de formation des cadres, des élus, et des membres, les conclusions de l'audit pointent la question des statuts et de la gouvernance globale d'Usawa. En l'absence de cadre légal reconnaissant l'union de coopératives, Usawa s'est construit sur un statut de société privée avec un capital social partagé entre les Saccos et Fert. Ce système a permis à Usawa de se développer et de répondre rapidement aux besoins des producteurs mais il montre aujourd'hui ses limites. Un processus de réforme juridique doit être engagé pour renforcer les liens entre caisses locales (Saccos) et réseau (Usawa) et donc promouvoir davantage le mutualisme.

KENYA

UN NOUVEAU PAYS D'INTERVENTION POUR UNE COOPÉRATION PROFESSIONNELLE

Partenaires en 2013 :

CGA (Cereals Growers Association), AGPM (Association Générale des Producteurs de Maïs)

Période :

2013 - 2014



Fert et l'AGPM ont effectué en juillet 2013 une mission exploratoire au Kenya afin de valider l'opportunité d'une action conjointe pour le développement de la filière maïs, et d'en définir les conditions de mise en œuvre. La CGA (Cereals Growers Association) a été identifiée comme partenaire solide pour démarrer une telle coopération.

Trois questions à...

Jean-Michel Schaeffer
administrateur de
l'AGPM



Pourquoi vous êtes-vous engagé à participer à cette mission exploratoire au Kenya ?

C'était ma première mission en Afrique et je trouvais qu'il était important de vivre ce type d'expérience ; humainement cette mission a été très enrichissante. Le Kenya est aujourd'hui un carrefour incontournable en Afrique de l'Est, notamment pour le monde anglo-saxon. C'est un pays en mouvement, et même si on note certains facteurs limitants, les gens vont de l'avant. Dans le cadre d'un partenariat entre Fert et l'AGPM pour la conduite d'une mission exploratoire, c'est en tant que membre du bureau que l'on m'a proposé de représenter l'AGPM pour cette mission. J'ai été intéressé pour y participer afin de définir comment nous pouvions, nous, agriculteurs français, apporter une plus-value dans le développement agricole des producteurs kenyans.

Quel regard portez-vous désormais sur cette filière céréalière kenyane ?

C'est une filière qui a un énorme potentiel de développement ; les Kenyans connaissent pourtant aujourd'hui un déficit de production chronique. Le maïs est l'aliment de base au Kenya et tout le monde en cultive au moins un peu. Mais en organisant la filière autour des agriculteurs, en termes d'approvisionnement, d'appui technique, de commercialisation, il ne manquerait pas grand-chose pour parvenir à une situation d'équilibre. Tout le monde fait le même diagnostic (producteurs, transformateurs, financeurs, Etat...) : il manque la volonté, ou plutôt la méthode, pour travailler ensemble. En regroupant leurs productions, les producteurs pèseraient plus sur le marché, supprimeraient des intermédiaires. Avec les nouvelles technologies, notamment la téléphonie mobile, des étapes peuvent être franchies plus rapidement pour y parvenir. Notre interlocuteur sur place, la CGA, a la volonté d'aider les producteurs à s'organiser. Notre plus-value d'agriculteurs français pourrait être d'apporter un accompagnement méthodologique auprès de la CGA pour l'aider dans la structuration et l'organisation des producteurs. A l'origine, la CGA était un syndicat de « colons blancs ». Pour autant, la CGA n'est pas restée ce syndicat d'élite et elle s'est ouverte aux autres producteurs. Dans cette ancienne colonie anglaise, on trouve une haute administration peu présente et une liberté d'entreprendre importante. J'ai été notamment frappé par le pragmatisme des acteurs et leurs capacités d'initiatives. Ainsi, en s'appuyant sur des exploitations de tailles moyennes, la CGA a conscience qu'elle pourra professionnaliser les producteurs et structurer l'ensemble de la filière céréalière.

En quoi considérez-vous la mobilisation des professionnels français par Fert comme une démarche pertinente encore aujourd'hui ?

Cette mobilisation est pertinente dans la complémentarité d'acteurs qu'elle met en présence : lors de cette mission, nous avions avec nous un consultant/facilitateur qui avait une bonne expérience de l'Afrique, un bon réseau, un carnet d'adresses sur place ; l'assistant technique Fert apportait sa maîtrise du contexte et une expertise de la démarche Fert et de sa mise en œuvre dans les pays du Sud ; et moi j'apportais la vision d'un professionnel maïsiculteur français et responsable d'une organisation professionnelle. En ce sens, j'ai pu apporter un témoignage sur la construction de nos organisations en France. Non pas pour les présenter comme un modèle parfait mais parce qu'il est intéressant d'échanger sur nos besoins, nos problématiques et faire part de notre expérience et des solutions que nous avons trouvées. J'ai pu aussi apporter l'avis d'un professionnel, une vision politique des équilibres à construire à l'échelle mondiale et de nos interdépendances pour parvenir à construire quelque chose ensemble. Avoir un professionnel dans une telle mission crédibilise beaucoup l'échange. L'assistant technique Fert et le professionnel agricole forment vraiment un duo complémentaire. L'idée de mobiliser une association syndicale comme l'AGPM dans ce type de projet est selon moi une bonne démarche, c'est en tout cas la démarche adoptée par Fert, association qui trouve ses origines notamment dans l'histoire des organisations professionnelles céréalières. Au-delà de la complémentarité dans l'action, Fert reste ainsi connectée avec les organisations de filières en France, c'est un point essentiel tant les bénéfices de ces rapprochements sont réels.

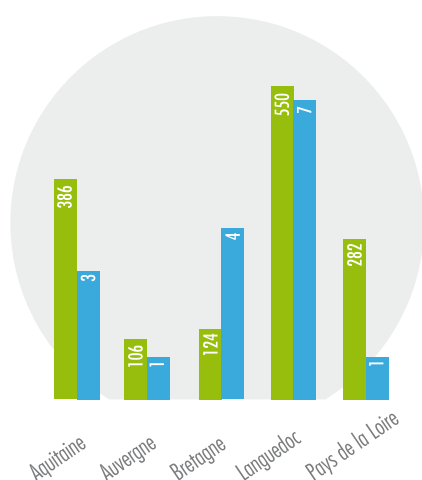
ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT RURAL ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (EADR-SI) DANS LES LYCÉES D'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ

Partenaires en 2013 : Cneap (Conseil national de l'enseignement agricole privé), Ifeap (Institut de formation de l'enseignement agricole privé), AFD

Période : 2012 - 2016



Semaine de la Solidarité Internationale - Edition 2013



5 régions mobilisées
16 établissements
14000 élèves

- Nombre de jeunes impliqués
- Nombre d'établissement mobilisés

La bourse aux projets EADR-SI a financé **16 projets** en 2012-2013 et impliqué **370 éducateurs** et **3400 élèves** ; un bilan des actions a été réalisé fin 2013.



L'Uneap (Union nationale de l'enseignement agricole privé), qui réunit les quelques 200 directeurs de lycées agricoles, a choisi le thème de la coopération internationale pour la session de formation des chefs d'établissements du 20 au 22 novembre à La Rochelle. Le partenariat Cneap-Fert, en France (EADR-SI) et à Madagascar (formation et insertion des jeunes agriculteurs), a été mis en valeur lors de cet évènement.

La conception d'un [guide de l'éducateur](#) à l'EADR-SI a été initiée en 2013 et travaillée lors des rencontres du réseau des correspondants régionaux. Un appel à contributions a été lancé auprès des lycées du Cneap, afin d'illustrer le guide par des exemples concrets. [17 contributions](#) de [14 lycées](#) ont été reçues.



Philippe Poussin

Secrétaire Général
du Cneap



Deux ans après le lancement du réseau « Education au développement et à la solidarité internationale », que représente aujourd'hui cette initiative pour le Cneap ?

Cette action a permis la continuation de la relation construite avec Fert depuis la mise en place du partenariat pour les collèges agricoles à Madagascar [voir l'interview du Président du Cneap page 35]. C'était un prolongement somme toute assez naturel. D'autant que le partenariat entretenu dans le cadre du projet de formation initiale agricole à Madagascar nous a semblé très positif.

Par ailleurs, au sein de l'enseignement agricole, nous avons une mission de coopération internationale. A travers cette mission, nous sommes encouragés à mener une réflexion sur la coopération internationale et à engager des actions concrètes. La proposition de nouveau partenariat est donc arrivée à un moment opportun pour nous.

Pour demain, que souhaitez-vous pour la suite de ce jeune réseau « EADR-SI » ?

Nous sommes désormais dans la 2^e phase de ce projet (2014-2016), poursuivie toujours avec le soutien de l'Agence française de développement. Le Conseil d'administration du Cneap a validé l'idée de continuer à développer notre réseau de correspondants régionaux, afin d'en faire une force active autour de la question de coopération internationale et ce, dans deux directions :

- Renforcer un dialogue « nord / sud » ;
- Développer dans d'autres pays l'expérience menée à Madagascar avec Fert. Notre expertise d'ingénierie de formation mise à profit dans cette action pourrait très bien essaimer également dans d'autres territoires.

La coopération internationale est plus que jamais un chantier prioritaire de notre stratégie, un axe fort de notre fédération.

LA RELATION AVEC
FERT A ENRICHI ET
DIVERSIFIÉ LES MODALITÉS
AVEC LESQUELLES UN
ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE
POUVAIT APPRÉHENDER
SES RELATIONS À
L'INTERNATIONAL.

Quelle est selon vous la valeur ajoutée du partenariat avec Fert ?

Entretenir un partenariat avec une agri-agence telle que Fert, c'est bénéficier d'un regard différent ; celui d'un tiers dont nous partageons les valeurs qui nous permet de prendre du recul sur nos propres pratiques de coopération internationale en leur apportant une dimension professionnelle, la vision d'un expert du développement agricole. Nous avons compris grâce à cette relation que les actions de coopération menées par les lycées agricoles de notre réseau ne pouvaient pas se limiter à des initiatives quelque peu classiques d'échanges entre élèves. La relation avec Fert a enrichi et diversifié les modalités avec lesquelles un établissement scolaire pouvait appréhender ses relations à l'international.

ACCOMPAGNEMENT DE FIFATA ET DE SES 11 OP RÉGIONALES

Partenaires en 2013 : Fifata et ses 11 OP régionales, Minagri, SIF (Solidarité des intervenants sur le foncier), Cecam (Caisses d'épargne et de crédit agricole), Ceffel (Conseil, expérimentation et formation en fruits et légumes), FDA/FRDA (Fonds régionaux de développement agricole), Collèges agricoles, Cap Malagasy, Apdra, Agrisud, Agriterra, Groupama

Période : 2013 - 2014

Situation géographique : régions Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Bongolava, Haute Matsiatra, Ihorombe, Itasy, Menabe, Sofia, Vakinankaratra, Vatovavy Fitovinany

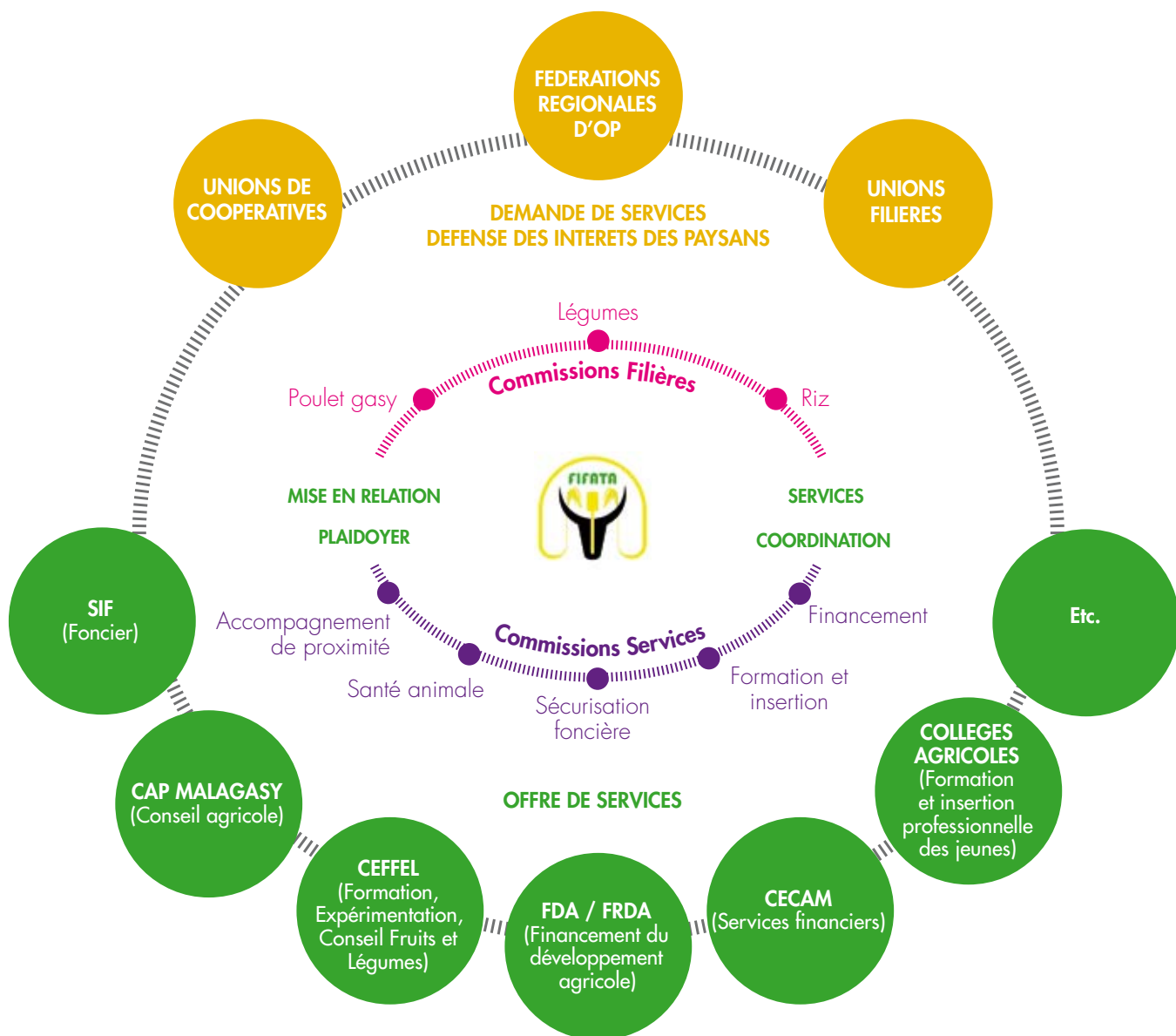


Fifata fédère
860 OP au sein de
11 fédérations régionales,
soit environ
16 000 familles.



2013 a été pour Madagascar la cinquième année d'une crise politique et économique qui a démarré en février 2009. A cela se sont ajoutées des conditions climatiques difficiles (cyclones, sécheresse, inondations, grêle ...), et une invasion acridienne qui a détruit les cultures de riz et de maïs dans certaines régions de l'île.

Dans ce contexte, Fert a accompagné Fifata et ses organisations membres dans leurs réflexions pour le développement de fonctions qui aident les agriculteurs à appréhender au mieux les conséquences des aléas : accompagnement vers une meilleure gestion des stocks de produits récoltés pour la sécurité alimentaire, programmation de campagnes de contre saison pour pallier aux pertes de récoltes, orientation vers l'élevage à cycle court pour assurer une trésorerie suffisante pour l'achat de riz, etc.



Une stratégie revisitée pour une nouvelle dynamique au sein de FIFATA

Le travail d'animation a abouti à l'élaboration de plans stratégiques pour FIFATA et sept de ses fédérations membres, mais aussi à un rapprochement important de FIFATA avec ses partenaires spécialisés : la plateforme des intervenants sur le foncier (SIF), le réseau des collèges agricoles, la nouvelle structure de conseil agricole (Cap Malagasy), le réseau des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuels (Cecam), l'association de conseil, formation et expérimentation en fruits et légumes (Ceffel), les fonds régionaux de développement agricole (FRDA), etc.

FIFATA a mis en place en son sein des commissions « Filières » pour trois filières vivrières principales (riz, poulet gasy, pomme de terre) et des commissions « Services », dans lesquelles elle invite ses membres et ses partenaires de façon à nourrir la réflexion, l'action de terrain, et l'action syndicale.

Conseil à l'exploitation familiale



FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES AGRICULTEURS

Partenaires en 2013 : Fifata, Minagri, Cneap (Conseil national de l'enseignement agricole privé), Un filleul pour Madagascar, EDS (Enfants du Soleil), Fondation BOA, Fondation Addax et Oryx, AgriCord (programme FFP-Africa/UE-Fida), Union Européenne (projet Pronut)

Période : 2012 - 2015

Situation géographique : régions Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Menabe, Sofia



Fert et Fifata se sont fortement impliquées dans le nouveau Conseil National de la Formation Agricole et Rurale (CNFAR) chargé de piloter la réforme de la politique de formation agricole et rurale à Madagascar.

Fert et Fifata, en lien avec le Cneap, l'association Un Filleul pour Madagascar et de nombreux autres partenaires, ont créé et développé depuis 2002 un réseau de quatre collèges agricoles à vocation régionale.

Une implication forte dans le conseil national de formation agricole et rurale

Accompagner l'insertion des jeunes agriculteurs

105 jeunes ont bénéficié d'une dotation (cheptel, kit sanitaire, matériaux de construction pour bâtiments d'élevage ...) portant à 195 le nombre total de jeunes dotés depuis le démarrage de l'action en 2009 (soit 61% des jeunes formés).

191 jeunes ont bénéficié en 2012/2013 de l'accompagnement d'un conseiller agricole, soit 78% des jeunes ayant achevé leur cursus de formation.



950 jeunes
(dont **28%** de filles)
recrutés depuis l'ouverture
des premiers collèges en
2002.

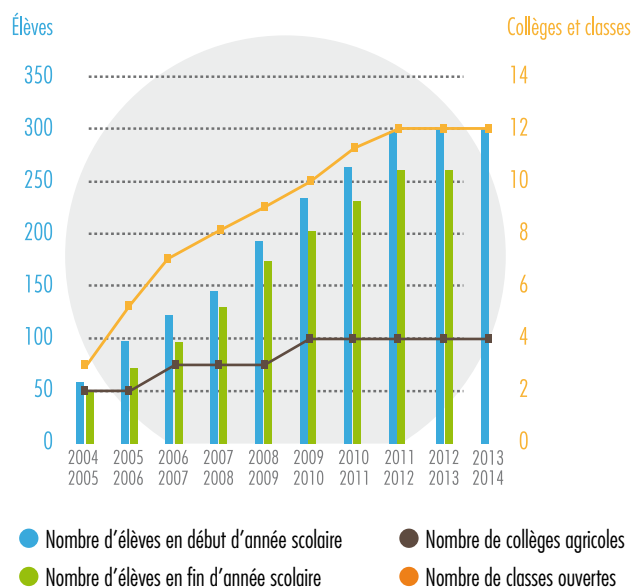
300 jeunes
en formation en
2013.

Vers une fédération des collèges agricoles

L'année 2013 a été marquée par un important travail de structuration et de renforcement de l'organisation inter-collèges. Fert, Fifata et le Cneap ont accompagné l'émergence de la Fécama (Fédération des collèges agricoles de Madagascar), qui aura pour mission d'assurer la gestion et la représentation du réseau et d'accompagner chaque collège agricole dans son développement. En parallèle, l'équipe de coordination des collèges s'est organisée autour de quatre pôles :

- Stratégie et ressources humaines, vie associative, partenariat;
- Pédagogie et éducation ;
- Gestion des exploitations agricoles pédagogiques, accompagnement post formation ;
- Gestion administrative et financière, logistique.

Nombre de jeunes en formation





Rolland Rakotovao, Président de Fifata



Après 12 ans d'action, le temps de l'évaluation

Dans un contexte en pleine évolution, Fert, Fifata, et le Cneap ont souhaité réaliser une évaluation externe globale de l'action après 12 ans ; celle-ci a été confiée au consortium de bureaux d'études Iram - Best - Bourbon Madagascar. Cette évaluation a contribué à mettre en perspective les actions conduites et les résultats atteints. Elle nourrit les débats actuels sur la formation professionnelle agricole et l'insertion des jeunes dans les agricultures familiales au Sud.

320 jeunes
ont achevé
les **3** années
de formation...

...**90%**
exercent
une activité
agricole...

...Parmi eux,
20% sont installés
sur leur propre
exploitation.

Les 10 ans des collèges

Les 4 et 5 juillet 2013, pour marquer le 10ème anniversaire des premiers collèges agricoles de Bezezika et Befandriana, 130 personnes (anciens élèves, parents d'élèves, formateurs, élus des organisations paysannes, représentants des pouvoirs publics et partenaires de l'action) se sont retrouvées pour deux journées de fête et de réflexion.

Un partenariat solide et fructueux avec le Cneap

François Paliard

Président du Cneap



EN 2000, FERT A PROPOSÉ AU CNEAP DE S'ENGAGER DANS UNE ACTION DE FORMATION INITIALE AGRICOLE.

Qu'est-ce qui a motivé le Cneap à s'engager aux côtés de Fert et Fifata en 2000 ?

Président du Cneap depuis 2007, c'est mon prédécesseur Ivan de la Maisonneuve qui a initié le partenariat avec Fert. L'estime réciproque entre lui et Gérard de Caffarelli, alors président de Fert, et leur convergence de vision ont contribué à formaliser une coopération professionnelle à Madagascar ; une collaboration qui s'inscrivait pleinement dans nos missions en tant qu'établissements d'enseignement agricole. En 2000, Fert a ainsi proposé au Cneap de s'engager dans une action de formation initiale agricole pour travailler avec Fifata à partir de notre ingénierie de formation et en participant à la formation d'enseignants malgaches des collèges agricoles qui se sont mis en place au fil des années.

Par ailleurs, outre les missions ponctuelles d'enseignants, les lycées agricoles français du Cneap participent via une cotisation annuelle au financement de la scolarité des jeunes malgaches. Cette action est intéressante à différents niveaux car il s'agit de s'adapter aux besoins identifiés par nos partenaires malgaches, construire avec eux, et aider à la mise en œuvre de solutions. En cela, l'accompagnement par Fert est précieux et a permis d'élaborer un partenariat solide, qui ne cesse de se renforcer d'année en année.

Quel bilan faites-vous de cette action après 14 ans d'engagement ?

Nous pouvons qualifier cette relation d'excellente. Une relation de confiance qui n'a jamais été remise en question depuis le début de ce partenariat ; une relation qui s'est également enrichie dans la durée. C'est pour moi un partenariat très concret pour une action pragmatique et réaliste, avec un suivi rigoureux effectué par Fert, autant pour les missions pédagogiques d'enseignants que pour la commémoration des 10 ans des premiers collègues agricoles cette année.

Dans un pays comme Madagascar, qui a connu une crise politique durant plusieurs années, on note toujours un accueil formidable et une continuité de l'action remarquable qui permet de mesurer l'impact et le bien-fondé de ce projet de formation agricole accompagné par Fert. L'apport du Cneap est une goutte d'eau, mais c'est tout de même un maillon de ce développement.

Comment voyez-vous la poursuite de ce partenariat avec Fert ?

Cette action de coopération internationale nous a confortés dans notre ingénierie de formation, qui, adaptée à un contexte particulier, peut toujours s'avérer pertinente. Des populations peuvent être demandeuses, on l'a vu à Madagascar. A nous de nous mobiliser pour rester ouvert à ce type de relation partenariale, sans vouloir exporter ou plaquer notre modèle ; ce serait contre-productif. Une telle coopération professionnelle à l'international apporte ici - à nos équipes des lycées agricoles français - autant que là-bas.

FORMATION DE LEADERS PAYSANS

Période : 2012 - 2014



1300 jours de formation cumulés pour **237** leaders et futurs leaders au niveau local.

Suite à une demande croissante des organisations professionnelles partenaires, et compte tenu de l'absence de réponse adéquate à Madagascar, Fert a relancé en 2012 un dispositif de formation de leaders paysans.

Après un travail de diagnostic en 2012, quatre cursus ont été développés pour une première phase pilote (2012-2013) :

- Formation des jeunes agriculteurs pour faciliter leur implication dans les organisations professionnelles (32 jeunes formés).
- Formation des responsables paysans (OP de base, unions filières) à l'échelle locale (205 leaders formés)
- Formation des responsables paysans des OP régionales et nationales : formations ponctuelles (communication, vie associative ...) à la demande.
- Formation des cadres agricoles : création d'un cursus de formation par alternance proposé aux cadres agricoles des équipes Fert et des OP partenaires (16 cadres formés).



Formation et insertion des
jeunes agriculteurs

Gabriel
05/2014

DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE FRUITS ET LÉGUMES ET FORMATION DE CONSEILLERS AGRICOLES AU CEFFEL

Partenaires en 2013 : Fifata, Minagri, FRDA Vakinankaratra, Fofifa-Cirad, Fifamanor, Semana, Guanomad, VFTV (fédération des OP du Vakinankaratra), Afdi Picardie, Apdra, Le Relais, Agrisud, ACF (Action contre la faim), AVSF (Agronomes et vétérinaires sans frontières), AgriCord (programme FFP-Africa/UE-Fida)

Période : 2012 - 2015



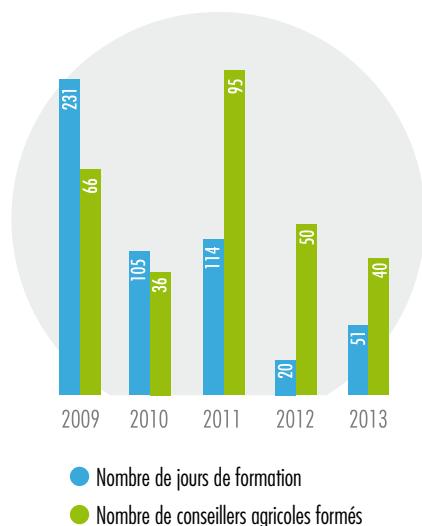
700
personnes ont visité
le Ceffel
en 2013



Quatre objectifs majeurs ont été fixés pour le programme triennal 2013-2015 :

Fert a accompagné l'association Ceffel dans sa réorganisation autour de trois pôles d'activités cohérents et complémentaires : un pôle « formation », un pôle « conseil économique », et un pôle « gestion de l'exploitation et expérimentation ».

- Renforcer le rôle moteur du Ceffel dans le domaine de la formation professionnelle agricole : formation technique, économique, conseil ... ;
- Transformer l'exploitation agricole du centre Ceffel d'Andranobe en une exploitation rentable et innovante, promotrice d'une agriculture professionnelle, familiale et compétitive, réelle vitrine des productions végétales des hautes terres de Madagascar ;
- Promouvoir une fonction de conseil économique pour les producteurs et acteurs commerciaux concernés par les marchés de fruits et légumes ;
- Conduire l'association Ceffel vers l'autonomie de gestion à horizon 2015.



300
personnes formées
au Ceffel
en 2013



Depuis 2008, Fert a développé une formation spécialisée dans le domaine du conseil agricole.

287 conseillers agricoles ont été formés de 2009 à 2013 dans le cadre de formations d'une durée de 20 jours pour les plus courtes à 230 jours pour les plus longues. Cette action a fait l'objet d'un travail de capitalisation et a donné lieu à une publication.

Le conseil agricole et le conseil économique au cœur du dispositif

La réorientation du conseil agricole de proximité vers un conseil spécialisé pour les filières pomme de terre, tomate et oignon a été opérée en 2013 afin d'accompagner les producteurs par des conseils spécialisés, grâce notamment aux expérimentations conduites au Ceffel et en milieu paysan.

Avec le Service d'information économique des légumes (Siel), utilisé comme standard dans les différentes formations, le conseil économique est aujourd'hui bien acquis par l'ensemble des techniciens et formateurs. Les nouveaux produits, comme la note de conjoncture ou le calendrier agricole pour la pomme de terre, ainsi que les nouveaux systèmes de diffusion des informations comme l'usage du SMS, sont très appréciés.

CAP MALAGASY : PROFESSIONNALISATION DE L'ACTION DE CONSEIL AGRICOLE DE PROXIMITÉ

Partenaires en 2013 : Fifata, Ceffel, Collèges agricoles d'Ambalavao et Ambondromisotra, CFR d'Andriamboasary, Vozama, Tiavo, Cecam, Minagri, Apdra, Agrisud, Appel, Union Européenne (Pronut)

Période : 2013 - 2015

Situation géographique : régions Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Ihorombe, Vakinankaratra



Plus de **30** organisations, dont **5** unions régionales, accompagnées dans la structuration des filières poulet gasy, riz, pisciculture et pomme de terre.

Dans **27** communes de **4** régions, **27** conseillers agricoles accompagnent **336** OP de base, soit plus de **4000** familles.



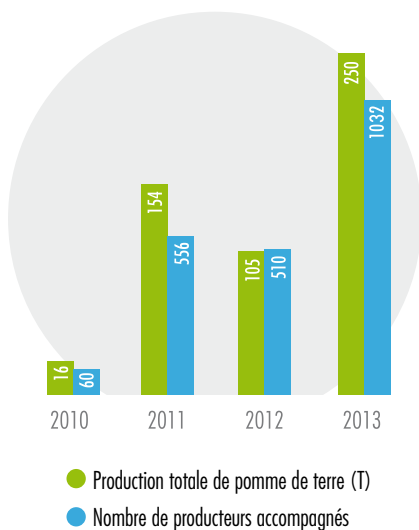
Vers une structuration des organisations de producteurs accompagnées et une pérennisation de la fonction de conseil agricole

La démarche promue par Fert et Fifata repose sur le renforcement des capacités des partenaires en vue d'une pérennité du processus. Les actions concernent :

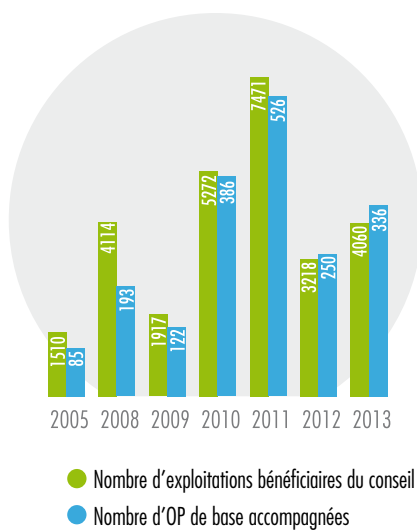
- La consolidation et l'extension de la démarche de structuration des agriculteurs par filières ;
- L'accompagnement de Cap Malagasy dans les étapes préalables à l'institutionnalisation d'une structure de conseil agricole ;
- Le développement de synergies entre Cap Malagasy et différents partenaires, autour de chantiers techniques liés au stockage, à la petite transformation manuelle, et à la nutrition.



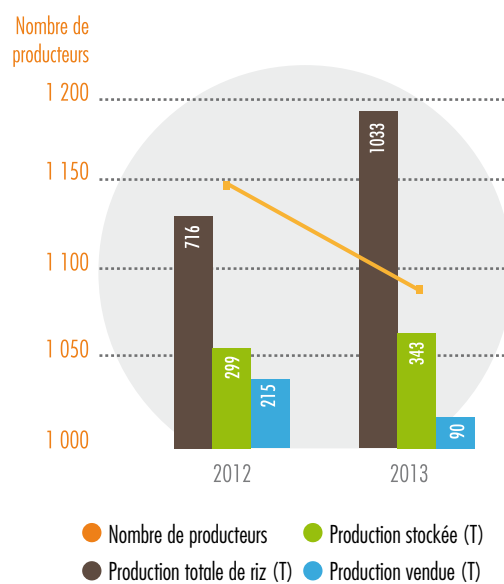
Exemple de mesure d'effet de l'accompagnement des conseillers : évolution de la production de pomme de terre par les producteurs accompagnés



Nombre d'OP et de producteurs accompagnés par les conseillers agricoles dans quatre régions



Riziculteurs accompagnés : évolution du stockage et de la mise en marché par rapport à la production totale



ACCOMPAGNEMENT DE L'UNION DES COOPÉRATIVES LAITIÈRES ROVA

Partenaires en 2013 : Fifamanor, Lactimad, FRDA Vakinankaratra, FTHM Conseil, MDB (Madagascar Dairy Board), Afdi Rhône-Alpes, BTPL (Bureau technique de promotion laitière), ESF (Electriciens Sans Frontières Haute Normandie), AFD (Prolait)

Période : 2012 - 2016

Situation géographique : région Vakinankaratra



La filière lait sur les hautes terres de Madagascar a été particulièrement affectée depuis 2009 par la crise politique et économique : absence de contrôle de qualité du lait, forte décapitalisation du cheptel bovin lait...

Rova a subi cette crise, amplifiée par des problèmes de gouvernance interne. Malgré une situation très dégradée, Fert et l'AFD ont accepté de poursuivre le programme Prolait initié en 2012 à certaines conditions.



Un nouvel élan pour Rova

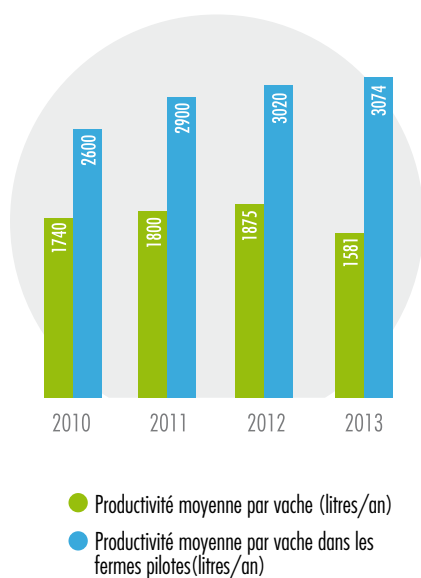
C'est dans ce contexte qu'un diagnostic fonctionnel et organisationnel a été confié au cabinet FTHM. Il a conduit en 2013 à un changement de direction et une amorce de réflexion sur la gouvernance de Rova : redéfinition du rôle des élus, nécessaire réforme des statuts...

Compte tenu de ce qui précède, l'action de Fert, en lien avec Afdi Rhône-Alpes, a consisté à :

- S'impliquer davantage dans la gestion financière de Rova aux côtés de la nouvelle directrice ;
- Accompagner le Conseil d'administration et en particulier le Président de Rova dans le pilotage de grands chantiers : réforme des statuts de l'union, rétablissement de la confiance avec les coopératives de base, relance des services aux membres (conseil technique et économique, santé animale ...), réflexion préalable à la mise en place d'un fond de roulement pour la collecte du lait, ...



Rova - Evolution de la productivité moyenne des vaches des éleveurs membres



Le projet Prolait a été actualisé et concentre les accompagnements apportés à Rova par Fert et ses partenaires autour de quatre axes stratégiques : l'appui à la production, la rationalisation de la collecte et de la transformation du lait, l'amélioration des fonctions commerciales et l'amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'Union de coopératives.

La crise politique a affecté les performances économiques et sociales de l'Union et a réduit son influence et son impact sur la filière lait. On note néanmoins des signes encourageants avec l'amélioration des performances technico-économiques des fermes pilotes, preuve que les conseils sont pertinents et ont été bien intégrés par les éleveurs.

CONSOLIDATION DE FONDS RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FRDA)

Partenaires en 2013 : Fifata, Minagri, FDA (Fonds de développement agricole), CSA (Centres de services agricoles) Cecam, Otiv, Tiavo, Helvetas Swiss Intercooperation, Afdi, AFD, Union Européenne

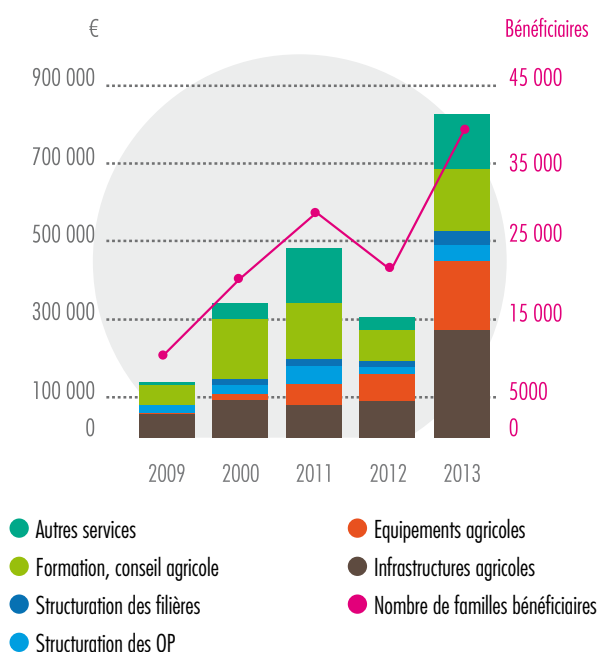
Période : 2012 - 2014

Situation géographique : régions Amoron'i Mania, Menabe, Vakinankaratra



39 500
familles
bénéficiaires

Répartition des subventions allouées (en €)



Fert, en partenariat avec Fifata, et dans le cadre d'un programme national coordonné par le Ministère de l'agriculture, a mis en place des FRDA pilotes dans quatre régions (Amoron'i Mania, Menabe Ihorombe et Vakinankaratra) à partir de 2009.

En novembre 2012, l'Etat malagasy a voté, en Conseil des Ministres, la création du fonds de développement agricole (FDA) à l'échelle nationale.

Dans le cadre du soutien apporté par plusieurs partenaires techniques et financiers à l'Etat malgache pour la mise en œuvre de sa stratégie de services agricoles, Fert a été sollicitée pour poursuivre son accompagnement aux FRDA des régions Amoron'i Mania et Menabe (sur financement de l'Union Européenne), et au FRDA de la région Vakinankaratra (sur financement du Minagri, de la coopération suisse et de l'Agence Française de Développement).

*Formation des équipes régionales
Concertation avec les institutions financières
Analyse des situations régionales
Amélioration des services de financement*

135
communes
concernées dans
3 régions



Situation politique et économique à Madagascar

La situation politique et économique à Madagascar a eu des répercussions sur les ressources financières de l'Etat destinées aux services agricoles, avec une priorité accordée à la lutte antiacridienne et à la sortie de crise (préparation des élections présidentielles et législatives), avec pour conséquence la fragilisation des Centres de Services Agricoles (CSA), qui n'ont pas reçu de subvention de fonctionnement en 2013, et ont dû se maintenir sur les reliquats des budgets des années antérieures.

762 actions
de développement
agricole financées pour
un total de
825 000 euros

86%
des demandes de
services accordées après
instruction en Croa
(Comité régional d'octroi
et d'allocation)

ICAR : DÉVELOPPEMENT DE L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS DANS LES ZONES RURALES DES RÉGIONS SUD DE MADAGASCAR

Partenaires en 2013 : Ifra (Institution financière de la Région Anosy), Mutuelle du Mandrare / Fivoy, Tiavo, Caisses régionales du Crédit Agricole du Nord-est, de Centre Loire, et de La Réunion, AFD, Fida (Aropa)

Situation géographique : régions Amoron'i Mania, Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinana, Haute Matsiatra, Ihorombe, Vatovavy Fitovinany



Icar (International de Crédit Agricole et Rural), association créée en 1999 par Fert et la Caisse Régionale de Crédit Agricole (CRCA) du Nord Est, rejointe ensuite par les CRCA de la Réunion et de Centre Loire, a pris le relais de Fert dans son appui au développement du réseau des Cecam (Caisses d'épargne et de crédit agricole mutuels) à Madagascar, pour mener à bien la phase d'autonomisation de ce réseau jusqu'en 2005. Depuis 2006, l'action d'Icar s'est élargie et concerne les régions sud de Madagascar.



En 2013, Icar a poursuivi ses activités d'appui au secteur de la microfinance et de la mésofinance dans sept régions du sud de Madagascar.

34 caisses
rurales

17 500
sociétaires

La Mutuelle du Mandrare

Pour aider la Mutuelle du Mandrare à avancer vers son autonomie, Icar a continué à lui apporter un appui technique et financier. Outre une assistance technique permanente, la Mutuelle bénéficie de missions d'experts des Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel membres d'Icar.

L'équipe de direction de la Mutuelle a été renforcée et les résultats techniques sont améliorés, avec une qualité de portefeuille qui converge avec les standards du secteur.



3 nouvelles
antennes ouvertes
en 2013

832 petites
entreprises
servies

L'Institution financière régionale Anosy (Ifra)

L'année 2013 a été marquée par un fort développement des activités de l'Ifra, porté notamment par une forte demande exprimée par le réseau Tiavo pour lui-même et pour ses sociétaires.

Le réseau Tiavo

Le soutien apporté par Icar au réseau Tiavo depuis 2006 a permis d'élargir son impact de 41 à 104 communes en passant de 20 000 à 100 000 sociétaires, avec une part de l'agriculture dans le portefeuille passée de 23% à 71%. Désormais, l'appui d'Icar au réseau Tiavo se fait principalement à travers les divers partenariats que celui-ci entretient avec l'Ifra.

Coopération régionale

Les actions de formation mises en œuvre par la CRCA de La Réunion, membre d'Icar, ont bénéficié à la fois aux élus et aux salariés de la Mutuelle du Mandrere et du réseau Tiavo. La CRCA de la Réunion s'est par ailleurs fortement investie dans la gouvernance de l'Ifra dont elle est devenue actionnaire directe pour 15% du capital, aux côtés d'Icar (21%) et de Sodicar (15%), outil commun aux membres d'Icar.

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

ALBANIE

Partenaires en 2013 : Adad (Association de développement agricole), Ministère de l'agriculture albanais, Ambassade de France en Albanie, Chambre régionale d'agriculture Paca, CNIVCC (Confédération nationale et internationale des villages et cités de caractère)

Période : 2012 - 2015

Situation géographique : régions de Kukes, Dibra, Korça



Formations en élevage, apiculture, production de pommes de terre et arboriculture.



22 actions sélectionnées par un Comité de Pilotage :

- Formation, irrigation, transformation (7 actions) ;
- Expérimentation (pommes, noix, grenades) (7 actions) ;
- Investissements (chambres froides, matériel de traitement) (4 actions) ;
- Création d'un réseau de références technico-économiques à partir de 10 exploitations agricoles ;
- Mise en place d'un réseau d'avertissements agricoles dans la région de Dibra ;
- Appui juridique à la création d'une coopérative ;
- Diffusion d'informations.



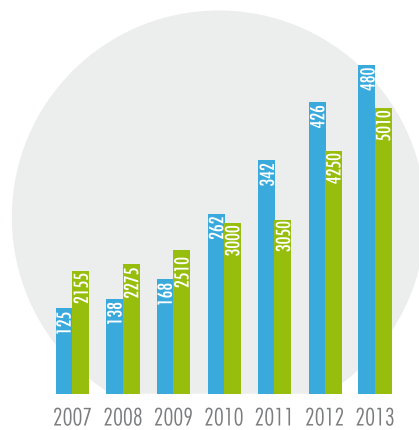
Soutien à la structuration des filières agricoles par l'organisation des producteurs et la concertation entre acteurs

Jusqu'en 2011, l'action menée par Fert en Albanie a permis de faire émerger Adad, une organisation de producteurs essentiellement centrée sur l'arboriculture (fruits à noyaux et pépins).

L'enjeu d'une nouvelle phase amorcée en 2012 est d'aider Adad à se faire reconnaître au plan national et à étendre ses actions sur de nouveaux districts et de nouvelles filières (fruits à coque et grenade).

En 2013, Fert a accompagné Adad sur de nouvelles fonctions : animation de dynamiques coopératives, création de références technico-économiques, techniques d'avertissements agricoles.

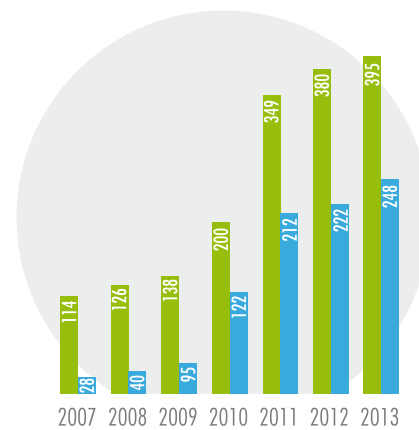
Adad : membres et bénéficiaires



● Nombre de producteurs membres

● Nombre de bénéficiaires

Adad : Conseil aux arboriculteurs



● Surfaces en vergers adhérents (ha)

● Surfaces en vergers haute densité des adhérents (ha)



Promotion de produits agricoles, artisanaux et touristiques



Une action de développement concertée entre les communes de Voskopoje, Vithkuq et Drenova dans le district de Korça

200 000 €
d'investissements dont
40% financés par les
producteurs et **45%** par
des programmes d'aide à
l'investissement.

Cette action s'inscrit dans le prolongement du projet de mise en œuvre du plan stratégique de développement territorial de la commune de Voskopoje, conduit par Fert, en partenariat avec Adad, de 2007 à 2012.

Au terme de ce projet et fort de ses résultats significatifs tant sur le plan de l'impact social et économique pour les acteurs locaux, que d'acquis en termes de démarche, l'enjeu était d'étendre l'action à deux communes voisines dans lesquelles un audit stratégique a préalablement été réalisé.

Une convention a été signée entre le Conseil Régional de Korça et ces trois communes qui, ensemble, totalisent environ 15 000 habitants ; elle permet d'inscrire le développement de ces territoires dans un contexte plus large. Par ailleurs, suite à un voyage d'études en France, des liens ont été noués entre ces communes et la confédération nationale et internationale des villages et cités de caractère (CNIVCC).

BIÉLORUSSIE

Partenaires en 2013 : *RDC de Stolin (Rural development center), IFRD (International Foundation for Rural Development)*

Période : 2012 - 2013

Situation géographique :
district de Stolin



Au terme de huit années d'intervention dans le district de Stolin, sur les 10 000 producteurs privés, 5 000 connaissent le Rural Development Center (RDC) créé en 2005, à travers ses conseils (brochures, site Internet, articles techniques dans les journaux), et plus d'un millier de producteurs bénéficient chaque année de ses actions de conseil, de démonstration, de formation ou encore des services financiers développés en lien avec la Paritet Bank.

Fert a été associée au programme Core (Coopération pour la réhabilitation des territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl) dès son démarrage en 2003. Elle a pris en charge le volet agricole du programme qui visait à démontrer la pertinence de l'engagement des acteurs ruraux, et principalement des agriculteurs privés, dans la maîtrise des conditions de l'amélioration de la qualité de vie dans les territoires contaminés.

Malgré ces résultats relativement positifs, le contexte n'étant pas favorable à un mouvement d'ampleur (faible engagement des producteurs, absence de politique en faveur du secteur privé ...), Fert, en concertation avec ses partenaires, a pris la décision de se désengager progressivement de Biélorussie.

GÉORGIE

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ ET DE LA PRODUCTIVITÉ LAITIÈRE DANS LA RÉGION DU PETIT CAUCASE

Partenaires en 2013 : GBDC (Georgian Business Development Center), laiteries et ONG locales, Akhaltsikhe University, le Gangebelli (autorités locales), Credo (institution de microfinance), CLE P&S (filiale du groupe Bongrain), Ucear (Union des coopératives d'élevage Alpes Rhône), ACF (Action Contre la Faim)

Période : 2011 - 2013

Situation géographique : région de Samtskhe-Javakheti



400
éleveurs
impliqués



Fert a établi ses premiers contacts en Géorgie par l'intermédiaire de l'Institut de l'Elevage au printemps 2009 ; les responsables du GBDC étaient alors à la recherche d'un appui méthodologique sur les questions de développement agricole. Un projet de développement rural centré sur l'accompagnement de groupes d'initiatives a été élaboré et engagé conjointement par Fert et le GBDC au printemps 2011 pour une durée de trois ans.

Sur le plan technique, les actions menées ont permis d'améliorer la production et de mobiliser les éleveurs les plus dynamiques souhaitant s'investir dans la production laitière. Les augmentations de troupeau (jusqu'à 15 vaches) et la construction de nouvelles étables confirment cette évolution.

En 2013, des réunions périodiques entre éleveurs ont permis de faire émerger des groupes qui s'organisent pour aménager un point d'eau dans les pâturages ou acheter des équipements en commun. Au niveau régional, un comité d'éleveurs composé de représentants des différents villages, participe à la définition des priorités. Il associe périodiquement les pouvoirs publics et les partenaires de la filière au sein d'un comité élargi qui a pour objectif de favoriser l'échange d'informations, le partage de réflexions et la mise en œuvre d'actions concertées autour de questions telles que la création et la diffusion de références techniques, la réalisation de campagnes de sensibilisation sur la santé animale ou encore le paiement du lait à la qualité.

ACCOMPAGNEMENT D'UNILEITE, ASSOCIATION D'ÉLEVEURS LAITIERS DU SUD-OUEST PARANÁ



Unileite :
230 éleveurs
accompagnés par une
équipe de **6** salariés fin
2013



En partenariat avec l'Institut de coopération et de développement de la région Alsace (Ircod), Fert a accompagné de 1991 à 2012 les éleveurs laitiers du sud-ouest du Paraná dans le développement de leurs exploitations. Cette action a permis l'émergence, le développement et l'autonomisation d'une association d'éleveurs, Unileite, offrant des services de conseils technico-économiques à ses membres.

A la demande d'Unileite et en partenariat avec le BTPL, une mission a été réalisée en avril 2013 pour accompagner Unileite dans sa réflexion stratégique et son développement.

NOTRE STRATÉGIE OPÉRATIONNELLE

Au début des années 80, le groupe Céréaliers de France a confié à Fert la mission de coopérer avec des agriculteurs de pays en développement qui cherchent à s'organiser pour être eux-mêmes les acteurs de leur démarche de développement, dans la conviction que, quel que soit le pays ou le niveau de développement, les agriculteurs sont d'abord des entrepreneurs responsables de leurs choix et qu'ils ne peuvent affronter certains défis que dans le cadre d'organisations qu'ils créent eux-mêmes.

Dans l'esprit d'origine, le Conseil d'administration a confirmé en 2013 que la mission de Fert est l'accompagnement d'agriculteurs qui cherchent à s'organiser pour résoudre un ou des problèmes rencontrés : le métier de Fert est de réfléchir avec eux pour identifier des solutions, puis les aider à les mettre en œuvre. L'expression de leurs besoins par les paysans en vue d'un appui de la profession agricole française est donc le critère discriminant dans les choix stratégiques et opérationnels de l'association. L'efficacité de l'action de Fert se mesure sur la base des résultats obtenus en termes de création et de renforcement d'organisations professionnelles agricoles. Le Conseil d'administration a ainsi fixé les orientations suivantes pour les années à venir :

Par rapport aux partenaires de Fert dans les pays en développement

L'entrée dans un nouveau pays et/ou une nouvelle intervention sont décidées en vue d'un appui à des organisations paysannes, qu'elles soient à créer ou qu'elles existent déjà.

Fert est à l'écoute des besoins exprimés par les paysans eux-mêmes (approvisionnement en intrants, améliorations techniques, formation, conseil, crédit, commercialisation, etc.). Fert accompagne l'évolution de ces besoins, par exemple vers la mise en marché et les problématiques de qualité des produits.

Dans cette logique, Fert s'abstient de donner suite à des demandes de pays ou de bailleurs de fonds qui la placeraient comme « opérateur » dans une approche qui ne privilégierait pas l'appui aux organisations professionnelles agricoles selon l'expression de leurs besoins par les agriculteurs eux-mêmes.

Lorsque Fert est amenée dans le cours d'une intervention à appuyer des actions de développement local ou des structures publiques de financement du monde rural, elle le fait en liaison et en soutien avec les organisations professionnelles agricoles locales.

Fert concentrera ses interventions sur l'Afrique au sens large : zone méditerranéenne, Afrique subsaharienne et Madagascar. Fert sera ouverte à des interventions dans d'autres géographies, notamment si se trouve une opportunité de partenariat avec des organisations agricoles françaises ou des entreprises.

Par rapport au monde agricole français

Fert trouve au sein du groupe Céréaliers de France son origine et sa raison d'être, ainsi que les moyens de son autonomie.

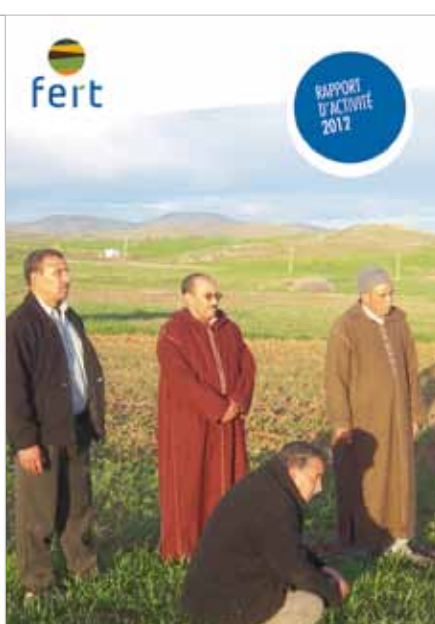
La démarche de Fert repose sur les valeurs, l'expérience et le savoir-faire de la profession agricole française : mutualisme, solidarité, coopération.

Fert mobilise le savoir-faire et l'expérience détenus au sein des organisations professionnelles agricoles françaises par les élus et anciens élus et par les salariés et anciens salariés.

Des synergies existent et seront développées avec Afdi, dont la démarche est complémentaire.

Fert est attentive aux sollicitations d'entreprises. Si les logiques respectives de l'entreprise et de Fert se recoupent, une action peut être envisagée. Dans tous les cas, vis-à-vis des entreprises, Fert se positionne en garant d'une démarche éthique, dans le sens de « défense des intérêts des producteurs ».

L'éducation au développement, notamment dans les établissements d'enseignement agricole français, fait partie intégrante de la mission de Fert.



Près de 15 000
visiteurs uniques
en 2013



Des outils et des espaces de
communication pour une meilleure
visibilité de l'action de Fert

Le 15 mai 2013, un petit-déjeuner thématique sur les nouveaux équilibres alimentaires mondiaux, co-organisé avec l'association TerrEthique, a rassemblé 80 personnes autour de Jean-Christophe Rufin.

Le 5 septembre 2013, Harison Randriarimanana, ancien Ministre de l'agriculture est venu s'entretenir des problématiques agricoles à Madagascar avec les membres de Fert et les principaux responsables professionnels des organisations céréalières.

Contribution à des événements

27 JUIN

JOURNÉE D'ÉTUDES DE L'IRAM - PARIS

Participation à la table ronde
« *L'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique : contraintes et perspectives* ».

21 OCTOBRE

FORMATION SAADS (SYSTÈMES AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES DURABLES AU SUD) À L'IRC - MONTPELLIER SUPAGRO

Animation d'une journée de formation dans le cadre du Master
« *Marchés, organisations, qualité et services en appui aux agricultures du Sud (Moquas)* »

DU 28 AU 31 OCTOBRE 2013

RÉSEAU DES ÉTABLISSEMENTS AGRIQUES PROFESSIONNELS AFRIQUE AUSTRALE Océan Indien (REAP) - LA RÉUNION,

Présentation avec le Cneap du dispositif collèges agricoles et signature de l'accord cadre de coopération régionale.

14 ET 15 NOVEMBRE 2013

RENCONTRES INTERNATIONALES AFDI - MONTPELLIER

Co-animation d'un atelier sur le thème « *Les groupes de développement, un outil indispensable du conseil agricole et de la diffusion des innovations* ».

20 ET 21 NOVEMBRE 2013

SESSION DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENTS DU CNEAP SUR LE THÈME DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE - LA ROCHELLE

Témoignage concernant les actions en partenariat avec le Cneap en matière de coopération internationale et d'éducation au développement rural et à la solidarité internationale.



Interactions avec les organisations du groupe Céréaliers de France

Pour cette édition du Salon international de l'agriculture *Passion Céréales* et tous les partenaires de l'Odyssée Végétale avaient recréé une véritable exploitation agricole. Fert y apportait une ouverture sur le monde sur de larges panneaux illustrés traitant du calendrier cultural ou des nouveaux modes de productions.

Evaluation d'actions et capitalisation d'expériences

En 2013, deux évaluations externes ont concerné le projet « *Agriculture de conservation Maroc-Mali* » et les « *12 ans d'actions pour la formation et l'insertion des jeunes paysans à Madagascar* ».

En matière de capitalisation, les principaux travaux ont concerné le processus de développement territorial de la commune de Voskopoje en Albanie et le dispositif de formation au métier de conseiller agricole à Madagascar.

Tous les documents (rapports, vidéos ...) sont disponibles en ligne sur le site Internet de Fert [Rubrique « *Ressources* »]. Ils sont également relayés par les collectifs auxquels Fert appartient : le F3E, Inter réseaux Développement rural, AgriCord.



5, rue Joseph et Marie Hackin
75116 Paris
Tél. : 33 1 44 31 16 70
Fax : 33 1 44 31 16 74
fert@fert.fr
www.fert.fr

L'association Fert
a été créée par
des responsables
d'organisations
professionnelles
agricoles et d'autres
personnalités,
préoccupés par les
problèmes alimentaires
des pays en
développement.

Elle bénéficie depuis
30 ans du soutien
des organisations
professionnelles
céréalières. Plus
largement, Fert,
interface entre le
monde agricole
français et les
agriculteurs des pays
en développement ou
émergents, permet
cette rencontre entre
les Hommes dans un
esprit de solidarité
active, génératrice d'un
enrichissement mutuel.

Fert est membre de :



ECFM

Ensemble contre la faim et la malnutrition



CHD

Coordination Humanitaire et Développement



Des ressources
pour l'évaluation
Des repères pour
l'action

Inter-réseaux
Développement rural

AGRICORD

